

SOUCHARD Gérard, Roger

Etat civil :

Né le 26 juin 1930 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Famille :

Fils de Camille Souchard, Ouvrier, et de Marie Planas ouvrière sur machine. ¹ Marié le 3 juillet 1956 à Irène Vitrac (agent exploitant aux P.T.T. en 1962², travaillant aux P.T.T. en 1967³). Deux enfants : Sylvie (Mme. Jean-Pierre Murat), Catherine. ⁴ Sans enfants (à la date de 1962). ⁵

Position :

Inspecteur Général, Directeur de l'Action Commerciale, Administration Centrale, Retraité à compter du 10 juin 1988.⁶

Formation :

Lycée Jean-Baptiste Say à Paris. Baccalauréat mathématiques élémentaires. ⁷ Calculateur à la Compagnie d'Assurance l'Union, aspirant instructeur à l'Ecole militaire de Saint-Maixent.⁸ Reçu au concours d'Inspecteur Elève des 22-23-24-25 octobre 1951. ⁹ Suit le cours d'inspecteur-élève à Paris Cours 9 du 3 juin au 31 juillet 1952 dont il sort (centre Feydeau Paris 9è) 4è/27.¹⁰ Suit le cours de la branche P.T.T. du centre régional d'instruction de Toulouse (à partir d'août 1952) dont il sort 1er/22.¹¹ Admis au concours de l'E.N.S.P.T.T. des 22/25 avril et 15/18 juin 1959. E.N.S.P.T.T. 1959 (1er octobre¹²)-1962. 4è/15 concours d'entrée.¹³ 3è/17 sortie promotion cursus E.N.A., 1er E.N.S.P.T.T., 2è général.¹⁴

Service militaire :

Du 18 octobre 1950 au 18 avril 1952. Lieutenant de réserve. ¹⁵

Carrière :

-1952 :

3 juin 1952 : Entré dans l'administration en 1952¹⁶ (le 3 juin 1952 comme inspecteur-élève¹⁷).

¹ Feuille de demande d'un emploi d'Inspecteur élève, 8 septembre 1951, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

² Feuille d'avancement de grade pour le grade d'Inspecteur Principal des Services Sédentaires, 6 juin 1962, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³ Feuille d'avancement de grade pour le grade d'administrateur de 1e classe, 25 janvier 1967, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁴ Who's who, 1983-1984, p. 1312.

⁵ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

⁶ Dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁷ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

⁸ Notice du cabinet du préfet de Niort sur G. Souchard, 28 septembre 1951, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁹ Feuille de résultats de sortie du cours, s.d. [1952], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

¹⁰ Feuille de résultats de sortie du cours, s.d. [1952], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

¹¹ Feuille de résultats de sortie du cours de Toulouse, s.d. [1952], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

¹² A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

¹³ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, concours d'admission, liste des candidats par ordre de mérite promotion 1959-1962.

¹⁴ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, classement promotion 1959-1962.

¹⁵ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

-1957 :

Inspecteur principal adjoint le 1er septembre 1957.¹⁸ Affecté à sa sortie de l'E.N.S.P.T.T. à l'administration centrale, Personnel.¹⁹ Inspecteur des P.T.T. (1952-1962). Administrateur des P.T.T. à la direction du Personnel, chargé notamment du service informatique et des questions relatives au statut du personnel et à l'avancement (1962-1972)²⁰, puis à la direction régionale des Postes de Lille (Nord) (1972-1974). Sous-directeur (1974) puis Directeur adjoint (1976²¹) à la direction du personnel et des affaires sociales du ministère des P.T.T. (1974-1978). Chef de cabinet du ministre (avril 1978²²-4 octobre 1978²³), secrétaire d'Etat aux P.T.T. Norbert Segard, s'occupe particulièrement des questions relevant de la direction du personnel et de affaires sociales. Directeur de l'action commerciale à la direction générale des Postes du ministère des P.T.T. (1978-1982). Inspecteur général des P.T.T. (depuis 1982). Membre du Conseil national de crédit (depuis 1978). Membre des conseils d'administration de Livret-Bourse-Investissement, Livret-Portefeuille, Société nationale France-Obligations (depuis 1978).

-1952 :

16 mai 1952 : Nommé inspecteur élève (INE) à Paris 9 Centre d'instruction professionnel (arrêté n°49A du 16 mai 1952 à partir du 3 juin 1952).²⁴

27 août 1952 : Nommé inspecteur élève (INE) au centre d'instruction professionnel de Toulouse (arrêté n°72A du 27 août 1952 à partir du 1er août 1952).²⁵

-1953 :

2 juin 1953 : Nommé à Paris tri n°16 (arrêté n°57A du 2 juin 1953 à partir du 1er juin 1953).²⁶

-1962 :

1er octobre 1962 : Nommé administrateur de 2e classe²⁷ à la Direction du Personnel (décret n°73A du 1er septembre 1962 à compter du 1er octobre 1962).²⁸

-1967 :

1er janvier 1967 : Nommé administrateur de 1e classe²⁹, à la Direction du Personnel (arrêté n°78A du 27 août 1968).³⁰ “ Administrateur chargé du bureau où sont élaborés tous les statuts du personnel des P.T.T., après avoir dirigé l'important bureau de l'informatique où il a joué un rôle prépondérant dans la mise au point de la première méthode de gestion automatisée du

¹⁶ Messages, n°268, mai 1978, p. 19.

¹⁷ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

¹⁸ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, fiches renseignements entrée E.N.A. promotion 1959-1962.

¹⁹ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, Affectations promotion 1959-1962.

²⁰ Messages, n°268, mai 1978, p. 19.

²¹ Messages, n°268, mai 1978, p. 19.

²² Arrêté publié au *J.O.* du 13 avril 1978. Messages, n°268, mai 1978, p. 19.

²³ Il est mis fin à sa demande à ses fonctions de chef de cabinet, arrêté n°3206 du 28 septembre 1978, *J.O.* du 4 octobre 1978, Bulletin Officiel des P.T.T., 1978, “Saumon”, cab, 1062 cab 39, p. 313.

²⁴ Feuille de mouvement de personnel PCM 21, 21 mai 1952, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

²⁵ Feuille de mouvement de personnel PCM 21, 29 août 1952, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

²⁶ Feuille de mouvement de personnel PCM 21, 22 mai 1953, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

²⁷ Notice individuelle de G. Souchard, s.d. [1974], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

²⁸ Notification de nomination, 26 septembre 1962, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

²⁹ Notice individuelle de G. Souchard, s.d. [1974], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³⁰ Notification de nomination, 13 septembre 1968, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

personnel qui ait efficacement fonctionné dans l'Administration française. Ses larges compétences qui s'étendent à tous les domaines concernant l'activité de la direction du personnel, en font un administrateur remarquable; (...).³¹

-1971 :

2 avril 1971 : Assiste en remplacement du directeur du personnel E. Simon à la 90^e séance (qu'il préside) du Comité Technique Paritaire Central de la D.I.P.A.S. qui porte sur la modification des statuts particuliers des corps d'agents d'exploitation, agents des installations, services de la distribution et du transport des dépêches, service des lignes, service automobile, contrôleurs, receveurs et chefs de centre (Simon obligé de s'absenter cède sa place de président de séance à Souchard, chef du bureau A1 de la Direction du Personnel). Pour répondre à une critique de M. Maviel (F.O.) qui réclame que soit donnée suite aux propositions de la commission Lecarpentier, que les textes soumis au comité ne préfigurent pas l'élaboration de filières propres à chaque branche, que chaque filière comporte ses emplois budgétaires, récuse la proposition tendant à l'intégration des receveurs-distributeurs dans le grade d'agent d'exploitation. Souchard précise que la notion de "branche" a été préférée à celle de "corps" pour simplifier et accélérer la procédure d'élaboration des nouveaux statuts, la création de deux nouveaux corps impliquant la soumission du projet par l'administration des P.T.T. au Conseil Supérieur de la Fonction Publique. Sur la plan pratique l'avancement est organisé de façon similaire sauf au niveau du grade de contrôleur (la création de ce grade au service des lignes et dans les services de la distribution et du transport des dépêches étant subordonnée au règlement de ce qu'il est convenu d'appeler "le contentieux Masselin").³²

-1972 :

1er janvier 1972 : Nommé administrateur hors classe à la Direction Régionale des services Postaux de Lille³³ arrêté interministériel du 7 septembre 1973 à compter du 1er janvier 1972.³⁴

-1973 :

En 1973 la région de Lille est la cinquième de France de par son trafic postal, il est prévu que le ministre des P.T.T. y fasse un voyage fin novembre 1973.³⁵

Février 1972 : Reçoit une délégation de la Section nationale des Cadres supérieurs C.G.T., les discussions portent sur la situation pécuniaire défavorable faite aux INPA promus avec l'indice 500 alors qu'ils possédaient comme inspecteur un indice égal ou supérieur; sur les nominations à l'issue du concours d'INPA et les chargés de fonction d'INPA.³⁶

15 avril 1972 : Détaché (pour une durée de 2 ans dans les services extérieurs du ministère des Postes et Télécommunications, arrêté du Premier ministre et du ministre des Postes et Télécommunications en date du 17 janvier 1973, date d'effet 15 avril 1972 *J.O.* n°18 du 21

³¹ Feuille d'avancement de grade pour le grade d'administrateur hors classe, appréciation de E. Simon Directeur du personnel, 18 mars 1971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³² Procès verbal du CTP de la D.I.P.A.S. du 2 avril 1971, archives C.G.T.-P.T.T., carton E 8 " CTP D.I.P.A.S. 1965-1981 ", chemise " CTP D.I.P.A.S. 1966-1974 ".

³³ Notice individuelle de G. Souchard, s.d. [1974], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³⁴ Notification de la nomination, 27 septembre 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³⁵ Dossier " Renseignements sur la région de Lille et les départements -Nord -Pas-de-Calais pour le cabinet de la DGP ", 29 novembre 1973, A.N., C.A.C., 780259/116 (F90 bis 595).

³⁶ La tribune des cadres. Fédération Nationale des Postes et Télécommunications C.G.T. Edition mensuelle de la section nationale des cadres supérieurs, février 1972, archives C.G.T.-P.T.T..

janvier 1973 p. 862³⁷) à la Direction Régionale des Services Postaux de Lille.³⁸ Affecté à la Direction régionale des Postes de Lille en vue d'accomplir l'obligation de mobilité prévue par les articles 1 et 2 du décret n°7-555 du 30 juin 1972 et l'article 1 du décret n°64-1172 du 26 novembre 1964. "Détaché à Lille DRSP depuis le 15 avril 1972, M. Souchard a d'abord assumé la charge délicate de la préparation et de la mise en oeuvre du Contrôle de gestion; depuis septembre 1972, et tout en poursuivant sa mission initiale, il est mon adjoint fonctionnel et je dois souligner la très haute valeur de sa collaboration. (...) se saisissant de tous les problèmes d'exploitation, de gestion, de direction du personnel, de rapports avec les groupements professionnels. "³⁹

-1974 :

Mars 1974 : administrateur hors classe.⁴⁰

15 avril 1974 : Réintégré dans les cadres de l'Administration Centrale-Direction du Personnel et des Affaires Sociales (arrêté du 23 avril 1974 à compter du 15 avril 1974).⁴¹

16 mai 1974 : Nommé à l'emploi de sous-directeur à l'Administration Centrale-Direction du Personnel et des Affaires Sociales (D.I.P.A.S.) à compter du 16 mai 1974 (arrêté n°1354 du 16 mai 1974).⁴² " M. Souchard a été nommé à l'emploi de sous-directeur le 16 mai 1974 et placé à la tête de l'importante sous-direction chargée de l'ensemble des problèmes relatifs à la gestion du personnel des P.T.T. "⁴³

16 juin 1974 : En tant que sous-directeur à la Direction du Personnel et des Affaires Sociales, est habilité à signer par délégation du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, les actes individuels relatifs aux nominations, titularisations, mutations, promotions, mises en position de disponibilité ou de détachement, ainsi qu'à l'acceptation de démissions concernant les fonctionnaires des Postes et Télécommunications à l'exclusion des administrateurs, ingénieurs, inspecteurs généraux, directeurs régionaux, directeurs départementaux, attachés principaux d'administration, directeurs d'établissements, receveurs hors série et chefs de centre hors série, (arrêté n°1436 du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications Pierre Lelong du 15 juin 1974, *J.O.* du 16 juin 1974).⁴⁴

-1976 :

24 juin 1976 : Nommé à l'emploi de Directeur adjoint à l'Administration Centrale du secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications-Direction du Personnel et des Affaires Sociales- (arrêté interministériel n°2151 du 24 juin 1976 à compter du 24 juin 1976 *J.O.* du 26 juin 1976 p. 3839) en remplacement de Pichon chargé des fonctions de Directeur régional des Postes à Nantes le 1er avril 1976.⁴⁵

³⁷ Photocopie du *J.O.* du 21 janvier 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³⁸ Feuille d'avancement de grade pour le grade d'administrateur hors classe, 10 avril 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

³⁹ Appréciation littéraire d'ensemble du Directeur régional des Services Postaux E. Vergnenègre, tableau d'avancement de grade pour le grade d'administrateur hors classe, 10 avril 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁴⁰ La tribune des cadres. Fédération Nationale des Postes et Télécommunications C.G.T. Edition mensuelle de la section nationale des cadres supérieurs, mars 1974, archives C.G.T.-P.T.T..

⁴¹ Notification de la réintégration, 30 avril 1974, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁴² Photocopie de l'arrêté du 16 mai 1974, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁴³ Rapport au Premier Ministre en vue de la nomination de G. Souchard comme Directeur adjoint en 1976, s.d. [1976], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁴⁴ Bulletin Officiel des P.T.T., 1974, " Saumon ", doc 1037 cab 13, diff Z, p. 97z.

⁴⁵ Notification de la nomination, 6 août 1976, Photocopie de l'arrêté, 24 juin 1976, photocopie de la parution au *J.O.* 26 juin 1976, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

29 septembre 1976 : Reçoit une délégation de l'Union Fédérale des Cadres C.G.T. pour évoquer les problèmes de la catégorie A et du corps des receveurs et chefs de centre : Deuxième volet de la réformes de la catégorie A, Réforme des Recettes et Centres, Imposition du logement de fonctions, Notation.⁴⁶

15 novembre 1976 : Reçoit une délégation de l'Amicale des Chefs d'établissement.⁴⁷

-1977 :

28 mars 1977 : Reçoit avec E. Simon une délégation C.G.T.-P.T.T. des receveurs-chefs de centre. La rencontre porte sur l'exaspération des receveurs, chefs de centre et receveurs-distributeurs à propos de leur grille salariale et indiciaire. E. Simon répond que le Secrétaire d'Etat aux P.T.T. a fait dans une lettre du 9 mars aux Finances de nouvelles propositions indiciaires mais qu'il faut agir avec prudence pour des raisons juridiques le corps des receveurs étant le seul à bénéficier du passage de B en A par la voie de l'avancement;

8 novembre 1977 : Assiste en tant que Directeur adjoint à la DI'PAS à la séance du Comité Technique Paritaire Central n°2 de la D.I.P.A.S. (126è séance) qui porte sur le Bilan annuel de titularisation des auxiliaires (assistent à cette séance également : E. Simon, H. Capelle, J. Daucet...). Aborde la question du pyramidage des emplois issus de la transformation d'heures d'auxiliaires. A la distribution on a procédé à 1210 transformations d'emplois de préposés et à 400 transformations d'emplois de préposés-chefs. Ceci contribuera à l'accélération de la promotion des agents en fonctions.⁴⁸

-1978 :

12 avril 1978 : Administrateur des Postes et Télécommunications, nommé chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications (B. Grasset étant nommé en même temps directeur du cabinet et Schmit entre autres conseiller technique; arrêté n°1269 du 12 avril 1978, *J.O.* du 13 avril 1978)⁴⁹.

25 août 1978 : Nommé directeur de l'Action Commerciale à la Direction générale des Postes (décret du 25 août 1978 à compter du 25 août 1978 *J.O.* du 30 août 1978).⁵⁰

4 octobre 1978 : Il est mis fin à sa demande aux fonctions exercées au cabinet du secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, N. Segard (arrêté n°3206 du 28 septembre 1978, *J.O.* du 4 octobre 1978).⁵¹

23-28 octobre 1978 : Président de la délégation française à la Conférence Européenne des Administrations des "Postes et Télécommunications (C.E.P.T.) (Migone étant à ce moment là un des membres de la délégation), groupe de travail Po/GT9, à Rome. La France est à ce moment là rapporteur pour le groupe de travail Po/GT9 sur le thème "Promotion, Réglementation et exploitation des services financiers postaux".⁵²

⁴⁶ La tribune des cadres, UFC C.G.T., n°9, octobre 1976, archives C.G.T. P.T.T..

⁴⁷ La tribune des cadres, UFC C.G.T., n°10, novembre-décembre 1976, archives C.G.T. P.T.T..

⁴⁸ P.V. de la réunion du Comité Paritaire Central de la D.I.P.A.S. du 8 novembre 1977, archives C.G.T.-P.T.T., carton E 8 CTP D.I.P.A.S. 1965-1981, chemise CTP D.I.P.A.S. 1975-1981.

⁴⁹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1978, "Saumon", cab, 1031 cab 20, diff z, p. 163, archives C.G.T.-P.T.T..

⁵⁰ Notification de la nomination, 8 septembre 1978, et photocopie de la parution au *J.O.* 30 août 1978, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁵¹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1978, "Saumon", cab, 1062 cab 39, diff z, p. 313, archives C.G.T.-P.T.T..

⁵² Rapport dactylographié de la C.E.P.T., compte rendu de la réunion de Rome, 23-28 octobre 1978, A. N. , C.A.C., 840665/2 (F 90 bis 6343), dossier C.E.P.T.

-1979 :

12 juin 1979 : Participe pour l'administration des Postes avec E. Simon et E. Huret à la première séance de la table ronde " Presse-Poste " au Secrétariat d'Etat aux P.T.T.⁵³

21-27 Novembre 1979 : Président de la délégation française (dont est membre entre autres Migone) à la session de 1979 de la C.E.P.T., groupe de travail Po/GT 9, à Istanbul.⁵⁴ Ce groupe "a notamment pour tâche d'étudier, en fonction des besoins de la clientèle, la possibilité de développer les services financiers postaux internationaux organisés principalement entre les administrations postales européennes. Cette année [1979], il doit en outre examiner les conséquences des modifications apportées aux Actes de l'Union Postale Universelle par le Congrès de Rio de Janeiro et définir les moyens d'action nécessaires pour automatiser les échanges."⁵⁵

24-28 septembre 1979 : Intervient (en tant que Directeur de l'Action Commerciale) dans les commissions spécialisées de la Semaine Informatique et Société colloque organisé sous la responsabilité du ministère de l'Industrie.⁵⁶

-1980 :

10-21 mars 1980 : Participe en tant que directeur de l'action commerciale, avec la délégation française à l'assemblée plénière de la C.E.P.T. (en même temps que entre autres Simon, Le Saux, Perret, Legouet) qui se déroule à Bruxelles. Souchard fait partie alors du secteur " Postes " de la délégation avec entre autres Le Saux.⁵⁷

9 au 12 septembre 1980 : Le groupe de travail Po/GT 9 de la Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications (C.E.P.T.) se réunit à Copenhague sous la présidence de G. Souchard. Ce groupe est chargé de la promotion, de la réglementation et de l'exploitation des services financiers internationaux a examiné notamment : -l'extension du service des postchèques dont le secrétariat sera assuré pour un an par la France (après le Luxembourg); -le développement du service international des chèques postaux et en particulier des D.A.B.; -l'adaptation de la réglementation des transferts de fonds internationaux aux besoins de la clientèle.⁵⁸

24 septembre 1980 : Préside la séance inaugurale des commissions " Qualité de service " et " Tarification " de la table ronde Presse-Poste-Administration (Souchard représentera par la suite la Poste au sein de la Commission paritaire du tarif).⁵⁹

-1981 :

15-18 septembre 1981 : Préside la réunion annuelle du groupe de travail Po GT 9 de la Conférence Européenne des Postes et Télécommunications (C.E.P.T.) à Sion (Suisse). Ce groupe est chargé de la promotion, la réglementation et l'exploitation des services financiers

⁵³ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 11 juin 1979, n°2, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁴ Liste des participants à la réunion d'accueil, A. N. , C.A.C., 840665/2 (F 90 bis 6343), dossier C.E.P.T..

⁵⁵ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 19 novembre 1979, n°25, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁶ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 10 septembre 1979, n°15, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁷ C.E.P.T., Assemblée plénière. Xe session ordinaire de la Conférence. Bruxelles, 10-21 mars 1980. I-Assemblée plénière. Compte rendu des travaux et documents (doc AP (80) 1 à 21), C.E.P.T., 1980, p. 28, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 960441/2.

⁵⁸ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 29 septembre 1980, n°68, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁹ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 22 septembre 1980, n°67, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

postaux et est à l'origine de la création du Postchèque qui permet aux clients des services de chèques postaux des pays membres de retirer des devises dans les bureaux de poste de tous les pays de la C.E.P.T. et du bassin méditerranéen. Le développement du Postchèque reste d'ailleurs une des principales préoccupations du groupe.⁶⁰

25 novembre 1981 : Co-préside avec M. Huteau la commission tarifaire issue des travaux de la table-ronde Presse-Poste-Parlement. Au cours de la séance de cette commission, les représentants de la presse ont “ noté avec satisfaction le versement de 1,2 milliards de francs du budget général au budget annexe bien que le montant transféré ne corresponde pas encore exactement à la part revenant au budget général”. Deux revendications ont porté sur “ l’indispensable maintien de la distribution le samedi et sur la date du 1er octobre pour la prochaine hausse”. Deux groupes de travail ont été constitués : le premier sur la tarification appliquée à la diffusion locale, le second sur l’aménagement du règlement. ”⁶¹

-1982 :

20 janvier 1982 : Président du groupe de travail Po/GT 9 à la date du 20 janvier 1982.⁶²

3 mars 1982 : Nommé sur sa demande et titularisé inspecteur général sur place, à la Direction de l'Action Commerciale de la Direction générale des Postes (arrêté n°0449 du 3 mars 1982 à compter du 27 février 1982).⁶³

-1983 :

10 juin 1983 : Admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial en qualité d'ancien directeur d'Administration centrale (décret du Président de la République du 10 juin 1983 à compter du 10 juin 1983 *J.O.* du 12 juin 1983).⁶⁴

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1966 :

Le personnel des Postes et Télécommunications : éléments de gestion, Paris, Direction des Services d'enseignement des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).⁶⁵ (Chap. I : Le personnel des P.T.T. dans l'ensemble de la Fonction Publique. A-La hiérarchie des textes. 1-Les textes généraux. 2-Les textes particuliers aux P.T.T.. B-Les structures. 1-Les organes compétents pour l'ensemble des fonctionnaires. 2-Les structures propres à l'administration des P.T.T. Chap. II : La situation administrative des fonctionnaires. A-Le grade. B-L'indice. C-Les autres éléments de la situation administrative. Chap. III : Les positions. A-La position d'activité. B-La position de détachement. C-La Position hors cadres. D-La position de disponibilité. E-La position sous les drapeaux. Chap. IV : Exécution des opérations de gestion du personnel. A-Les niveaux de compétence. B-Les principaux documents utilisés dans la gestion. Chap. V : La notation. A-La notation annuelle. B-La notation de début et de reprise de fonction. Chap. VI :

⁶⁰ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 5 octobre 1981, n°118, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁶¹ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 30 novembre 1981, n°126, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁶² C.E.P.T., Commission “ Postes ”. XIe Session ordinaire de la Conférence. Vienne 14-25 juin 1982. II-Commission “ Postes ”. Compte rendu des travaux et documents (doc PO (82) 1 à 23), t. 1 : Compte rendu et doc PO (82) 1 à 10, C.E.P.T., 1982, p. 250, A.N., C.A.C., 960441/2.

⁶³ Notification de la nomination, 12 mars 1982, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁶⁴ Notification de congé spécial, 21 juin 1983 et photocopie du *J.O.* du 12 juin 1983 p. N C 5359, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/34.

⁶⁵ [BHPT PC 00355]

L'avancement d'échelon. A-Préparation des tableaux d'avancement d'échelon. B-Exécution des tableaux d'avancement d'échelon. Chap. VII : Les tableaux d'avancement de grade. A-Terminologie. B-Les conditions de candidature.....).

-1973 :

Réédition de Le personnel des Postes et des Télécommunications : éléments de gestion, Paris, Direction de l'Enseignement Supérieur Technique, 1973.⁶⁶

-1978 :

Assure une séance avec A. Darrigrand du cours E.N.S.P.T.T. sur le marketing promotion 1978-1981 : Environnement et politique générale.⁶⁷

-1972 :

Professeur de Conférences de Méthodes aux élèves de 1ère année de l'E.N.S.P.T.T. 4 août 1972.⁶⁸ Professeur de Conférences de Méthodes aux élèves de 3e année de l'E.N.S.P.T.T. 4 août 1972.⁶⁹

-1975 :

Avec E. Simonian (Administrateur à la Direction du Personnel et des Affaires Sociales), rédige un cours de 139 p. pour la Direction de l'Enseignement Supérieur Administratif, Institut National des Cadres Administratifs (INCA) sur "Le personnel des Postes et Télécommunications" (Chap. I-Le personnel des P.T.T. dans l'ensemble de la Fonction Publique; Chap. II-La situation administrative des fonctionnaires; Chap. III-Les positions; Chap. IV-Exécution des opérations de gestion du personnel; Chap. V-La notation; Chap. VI-L'avancement d'échelon; Chap. VII-Les tableaux d'avancement de grade; Chap. VIII-L'établissement des tableaux de vœux de mutations; Chap. IX-L'attribution des emplois; Chap. X-Le recrutement).⁷⁰

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur (1959⁷¹)

Officier de l'Ordre National du Mérite (décret du 2 juillet 1974, *J.O.* du 9 juillet 1974).^{72,73}

Chevalier de l'Ordre National du Mérite le 29 juin 1967 (décret du 29 juin 1967, *J.O.* du 2 juillet 1967).⁷⁴

⁶⁶ BHPT : TC 00355

⁶⁷ A.N., 950497, carton 26, E.N.S.P.T.T., enseignement management promotion 1978-1981.

⁶⁸ A.N. C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossiers statistiques, Liste au 4 août 1972.

⁶⁹ A.N. C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossiers statistiques, Liste au 4 août 1972.

⁷⁰ G. Souchard et E. Simonian, Le personnel des Postes et Télécommunications, Paris, Direction de l'Enseignement Supérieur Administratif, Institut National des Cadres Administratifs, 1975, 139 p., Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/1 (F 90 bis 6342).

⁷¹ A.N., F90 21139, dossier 8 "Notes relatives aux administrateurs", Tableau des promotions 1930 à 1959, déjà titulaires d'un grade dans l'Ordre National du Mérite.

⁷² Bulletin Officiel des P.T.T., 1974, diff A, doc 284, cab 10, p. 53.

⁷³ Who's who 1990-1991, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1990, p. 1513.

⁷⁴ Bulletin Officiel des P.T.T., 1967, "Blanc", p. 43.